

LA GUERRE A LA GUERRE

II

Nationalisme et Impérialisme

Il y a quelques semaines (1), je signalais la propagande courageuse entreprise en Angleterre par l'*Union of Democratic Control* pour combattre le jingoisme impérialiste et préparer un courant d'opinion saine, susceptible d'exercer une action modératrice sur le règlement du conflit. La *Contemporary Review* a publié, en juillet, un article où M. Morel, secrétaire honoraire de l'association, raconte ses débuts et résume son programme.

Dès les premiers jours de la guerre, quelques vrais Anglais, patriotes ardents mais sains d'esprit, se réunissaient pour discuter la situation très grave où leur pays se trouvait soudainement entraîné.

"Depuis quelques années, ils partageaient la conviction commune que les hommes d'Etat de l'Europe s'en allaient à la dérive vers une catastrophe qui bouleverserait le monde... Les peuples, dominés par la peur et la panique, ni renseignés ni consultés étaient entraînés — après quelques semaines de négociations confuses et secrètes entre leurs gouvernants — dans le gouffre des passions et du massacre... Que restait-il à faire à ce groupe de quelques hommes? Devaient-ils se borner à la tâche facile et populaire de dénoncer l'ennemi et de prêter toute l'assistance en leur pouvoir aux oeuvres de charité et de secours fondées pour venir en aide aux victimes de la guerre? Ou devaient-ils s'efforcer d'élaborer un programme constructeur... d'action politique future, national dans sa conception, international dans son objet ultime... autour duquel il serait possible de rallier l'opinion... pour jeter le fondement d'un édifice plus solide?"

Après mûre délibération, cinq d'entre eux décidèrent qu'il fallait agir, et agir sans délai. Loin de trouver que ce n'était pas le temps de parler de ces choses-là — mot d'ordre de la lâcheté, dont l'on nous a tant corné les oreilles au Canada — ils se mirent à en parler tout de suite, tout haut, partout et tout le temps.

L'Union compte aujourd'hui cinquante comités. Quarante-cinq conférenciers ont prêché l'évangile de la paix, à Londres seulement, à près de quatre cents auditoires très variés: écoles d'adultes, syndicats, sociétés mutuelles, etc. Le programme de l'Union a reçu l'adhésion virtuelle du parti ouvrier indépendant et d'un grand nombre de syndicats et de bourses du travail et du commerce.

Naturellement, cette propagande a rencontré l'hostilité de la grande presse anglaise ou du moins de tous les journaux dominés par les partis et surtout de ceux qui ne sont que les instruments du capital organisé et de la haute banque.

Mais il est encore possible, en Angleterre, de créer des courants d'opinion contraires ou étrangers à la tyrannie des partis et à l'omnipotence de l'or.

Par l'ensemble de son programme et des revendications, l'Union démocratique tend vers un but qui se rapproche singulièrement de celui que le Souverain Pontife indiquait l'autre jour aux chefs des nations en guerre.

"Nous croyons, dit M. Morel, que l'épreuve par la guerre, pour le règlement des disputes entre Etats civilisés, est aussi absurde, aussi criminel... que l'épreuve par le poison et par le feu... pour régler les différends individuels. L'épreuve par la guerre est une criminelle absurdité, parce qu'elle n'offre aucune solution à un seul des problèmes, à une ou plusieurs inconnues, qui suscitent périodiquement les conflits internationaux."

L'Union a donc entrepris, elle aussi, comme le Pape, de faire la guerre à la guerre. Elle s'attaque aux préjugés, aux passions, aux notions fausses ou erronées qui permettent aux hommes de lucre et de sang d'assouvir leur infernale cupidité aux dépens des nations et de l'humanité tout entière.

"L'opinion publique, en Angleterre d'abord, et partout où l'exemple et l'enseignement de l'Angleterre peuvent porter, doit se concentrer sur les facteurs principaux de tout ordre — technique, constitutionnel ou traditionnel — qui amènent les gouvernements à imposer aux peuples l'épreuve par la guerre, et les peuples à soutenir les gouvernements dans leur action."

Et le temps propice pour faire entendre cet appel au sens commun des peuples, "c'est maintenant que les horreurs de la guerre absorbent tous les esprits". Ces hommes sensés jugent, comme le Souverain Pontife, que la meilleure manière de faire cesser la guerre, ce n'est pas de prêcher la guerre à outrance mais au contraire de hâter la paix et surtout de lui préparer une base ample, solide et durable.

Si les hommes de la génération actuelle veulent éviter à leurs enfants de semblables épreuves, et même des catastrophes pires encore, ils n'ont pas le droit de donner carte blanche aux gouvernants, aux diplomates et aux hommes de guerre de tous les pays, —

— "dont les ambitions rivales, les incompatibilités d'humeur, les faiblesses de jugement, l'ignorance des besoins et des aspirations des peuples et les manoeuvres secrètes ont mené le monde au cataclysme actuel."

Dans la brève étude que j'ai déjà faite du programme de l'Union (2), j'en ai reproduit les quatre articles fondamentaux. Ils présentent les moyens principaux que l'Union suggère pour amener un règlement équitable de la guerre actuelle et réduire au minimum les chances de guerre à venir. Je me borne aujourd'hui à les résumer.

1. Respect des droits légitimes et des justes aspirations de tous les peuples, vainqueurs ou vaincus.
2. Contrôle efficace du parlement sur tous les traités et ententes entre l'Angleterre et les nations étrangères.
3. Plus d'alliances et de contre-alliances, ni de faux "équilibre des puissances". Création d'un conseil international.
4. Réduction énergique des armements, proposée par la Grande-Bretagne comme l'une des conditions essentielles du traité de paix. Nationalisation de l'industrie des armements.

Dans cet article, forcément bref, M. Morel expose quelques-uns des arguments que les membres de l'Union apportent à l'appui de ce programme, des trois premiers points surtout. Le dernier, dit-il avec raison, demanderait tout un article à lui seul.

Sur les droits des nationalités, il invoque le témoignage de M. Churchill. Sur la nécessité de remplacer le système fatal et ruineux des alliances par un accord international, il cite M. Asquith. Seulement, fait-il observer avec beaucoup d'à-propos, —

— "énoncer des principes est une chose; les mettre en pratique, une autre et fort différente... Si l'influence de la Grande-Bretagne doit s'exercer en faveur des principes si chaleureusement pronés par M. Churchill, le peuple britannique doit envisager la situation d'avance, et bien la comprendre."

Il dénonce les tendances avouées de plusieurs des belligérants de régler le sort des territoires en dispute, non d'après les vœux de leurs habitants, mais d'après les hasards de la conquête. Il ne s'agit pas seulement de libérer la Belgique. Les Alsaciens et les Polonais doivent décider eux-mêmes de leurs propres destinées. "Il faut veiller à assurer aux Galiciens un sort au moins aussi avantageux que celui dont ils jouissaient sous la domination fort calomniée de l'Autriche-Hongrie." Les Ukrainiens ont droit à la même considération. Il ne faut pas oublier non plus les Bulgares, les Finlandais et les Perses.

Ce rappel du droit de tous les peuples, de toutes les nationalités, est fort opportun. Nous avons publié, il y a quelques mois, une lettre de M. l'abbé Redkewycz, grand-vicaire de Sa Grandeur Mgr Budka. Ce

(1) Devoir du 12 juin: "La saine opinion anglaise".

(2) Id.

vénéralable prêtre faisait une sombre peinture des traitements barbares infligés par les Russes aux Ruthènes de Galicie (3). De nouveaux renseignements, publiés en France, indiquent que les armées libératrices du Tsar n'ont rien à envier aux hordes teutoniques qui ont saccagé la Belgique et le nord de la France.

D'intéressantes publications, imprimées à Rome et à Paris, font voir que la cause des Ukranien, au lieu d'être confondue avec celle des Polonais, doit être traitée à part. Ce peuple semble avoir le droit de redouter la domination polonaise tout autant que les Polonais ont raison de vouloir échapper au joug prussien ou moscovite.

Le plaidoyer des radicaux anglais ne s'inspire-t-il pas de la même pensée qui a dicté à Benoît XV cette parole où se résume toute la cause des peuples: "*Pesez avec une conscience sereine les droits et les justes aspirations des peuples?*"

Mais, ajoute M. Morel, pour accomplir cette oeuvre de justice, —

— "il faut créer un organisme qui permette de connaître en toute vérité les vœux des peuples, de recueillir leurs suffrages avec probité et de lier les gouvernements au respect de leurs droits... Pour y arriver, il faut non seulement l'accord des nations en guerre, mais aussi le concours des neutres, manifestement intéressés à faire opérer un règlement stable."

De là, la nécessité, dans le monde entier, d'une campagne intelligente, vigoureuse et persistante pour créer l'opinion saine qui fera agir les gouvernements.

Henri BOURASSA.

(3) *Devoir* du 7 novembre 1914. A relire aussi une lettre de M. l'abbé Sabourin, prêtre canadien du rite ruthène, publiée dans le *Devoir* du 18 septembre 1914.

Le *Semaine Religieuse*, de Montréal, publie aujourd'hui une lettre de son correspondant de Rome, qui corrobore ces dénonciations des cruautés et de la tyrannie exercées par les Russes en Galicie.

(A suivre)